

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 CHÂTEAUX

Châteauroux , le 26/04/2022

**Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 28/03/2022**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAVAUX

Le Bois du Prieuré

36320 VILLEDIEU SUR INDRE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2022 dans l'établissement LAVAUX implanté Le Bois du Prieuré 36320 VILLEDIEU SUR INDRE . L'inspection a été annoncée le 17/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAVAUX
- Le Bois du Prieuré 36320 VILLEDIEU SUR INDRE
- Code AIOT dans GUN : 0010002919
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société LAVAUX exploite les calcaires du secteur "Bois du Prieuré" sur la commune de Villedieu sur Indre (36) depuis 1998. La société LIGERIENNE GRANULATS a acquis la société LAVAUX en juillet 2014. Les matériaux extraits et produits par la société LAVAUX sur la carrière du Bois du Prieuré sont des granulats (calcaire de Levroux) permettant l'approvisionnement:

- du secteur local et les chantiers de BTP de la région Centre Val de Loire
- des régions limitrophes (départements de la Nièvre et de l'Allier) pour la fourniture de matériaux pour l'amendement agricole des sols.

L'entreprise LAVAUX a fait une demande d'autorisation environnementale pour renouvellement et extension de carrière en 2021. Actuellement, l'entreprise LAVAUX est autorisée par arrêté préfectoral n°2011-363-0026 du 29 décembre 2011 pour une durée de 17 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Information des tiers
- Extraction à sec
- Gestion des déchets inertes et terres non polluées
- Réseaux de surveillance
- Réalisation des piézomètres

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.1	/	Sans objet
Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.4.4.1	/	Sans objet
Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.4.7	/	Sans objet
Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 9.2.3.1	/	Sans objet
Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 9.2.3.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas fait l'objet de non conformité.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.1
Thème(s) : Autre, Informations des tiers
Prescription contrôlée : Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Conforme
Observations : L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite que l'exploitant a bien mis en place sur les voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant notamment , en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.4.4.1
Thème(s) : Autre, Extraction à sec
Prescription contrôlée : Le fond de fouille doit toujours se situer à la cote minimale 133,5 m NGF et au moins un mètre au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales.
Constats : -conforme
Observations : l'inspection des installations classées a vérifié, sur le plan présenté par l'exploitant et daté du 20/12/2021, l'avancement topographique de la carrière. Il a été constaté que le fond de fouille est toujours situé à la côte minimal de 133.5m NGF et au moins un mètre au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.4.7
Thème(s) : Autre, Gestion des déchets inertes et terres non polluées
Prescription contrôlée : L'exploitant établit dans le mois suivant la notification du présent arrêté un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées issus de l'exploitation de la carrière. Ce plan contient au moins les éléments énumérés à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 susvisé. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : -pas de non respect constaté
Observations : l'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets d'extraction daté de janvier 2020. Ce PGDE est valable 5 ans, il est donc d'actualité à la date de la visite d'inspection et son contenu est conforme. La durée de validité est de 5 ans au vu de l'article 16bis de l'arrêté relatif aux exploitations de carrières du 22 septembre 1994 (régime d'autorisation).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué d'au minimum trois piézomètres (un en amont et deux en aval hydraulique) [...]
Constats : -conforme
Observations : L'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué de 4 piézomètres et 1 forage. La visite d'inspection du 28 mars 2022 a permis de constater cet état de fait et donc la conformité de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 9.2.3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de réalisation de l'ouvrage
Prescription contrôlée : [...] Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité [...]
Constats : -pas de non respect constaté
Observations : L'inspection des installations classées a constaté par échantillonnage que les dispositifs de fermeture sont bien installés sur la tête des piézomètres n°4 et 8 afin d'isoler l'ouvrage des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. Ces dispositifs de fermeture sont munis de cadenas et interdisent l'accès à l'intérieur du forage. Il est constaté sur le terrain la présence d'une dalle béton notamment pour les piézomètres n°4 et n°8 du site des "Bois du prieuré".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet